

ARRÊTÉ N° 53 /RH/MG/2023
PORTANT COMPOSITION DE LA FORMATION SPECIALISEE EN MATIERE DE SANTE, DE SECURITE ET DE
CONDITIONS DE TRAVAIL (F3SCT)

Le Président de la CINOR,

Vu le code général de la fonction publique portant droits, obligations des fonctionnaires et des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux (CST) des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Vu la délibération n° 2022/2-38 en séance du 08 avril 2022 créant le CST, instituant une F3SCT et fixant pour cette F3SCT à 6 le nombre des représentant.e.s titulaires du personnel et à 4 le nombre de représentant.e.s titulaires du collège employeur ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales pour l'élection des représentant.e.s du personnel au CST de la CINOR en date du 8 décembre 2022,

Vu les listes des agent.e.s désigné.e.s titulaires et suppléant.e.s de la F3SCT transmises par les organisations syndicales suite aux élections du CST ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le composition de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail s'établit comme suit :

• **Représentant.e.s de la Collectivité**

Le Président ou son représentant suppléant	
TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Serge ALPOU	Mme Johanna COUTANDY
Mme Audrey BELIM	M. Jean François HOAREAU
Mme Sylvie BILLAUD	M. James CLAIN

• **Représentant.e.s du personnel**

TITULAIRES	SUPPLEANTS	ORGANISATION SYNDICALE
M. Bruno BOTTARD	Mme Marie Sylvaine GROZ	SAAC UNSA
Mme Evelyne RANGE MADELEINE	M. Patrice ELLAMA	SAAC UNSA
M. Jean-François QUENET	M. Joël CALICHARANE	SAAC UNSA
M. Jérôme DESBY	Mme Nadège ZITAMBY M'CHANGAMA	SAFPTR
Mme Patricia COUTANDY	M. Johnny CARRON	SAFPTR
Mme Sabrina ROGEAU	M. Bruno KIBIO	SNUTER FSU

ARTICLE 2 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Madame la Présidente du Centre de Gestion.



130223

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.